

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule carrières, mines, après-mines, éolien  
4 av de la gare  
BP 132  
48005 Mende cedex

Mende, le 09/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**SARL RENE GERMAIN**

MONT DU MOULIN  
30750 LANUEJOLS

Références : 2022-09-  
Code AIOT : 0006602126

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement SARL RENE GERMAIN implanté La Croux 48150 HURES LA PARADE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL RENE GERMAIN
- La Croux 48150 HURES LA PARADE
- Code AIOT : 0006602126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de la Croux est exploitée par l'entreprise gardoise Germain TP pour répondre aux besoins en matériaux des chantiers qu'elle réalise dans le secteur. Le concassage des matériaux est réalisé par campagne au moyen d'installations mobiles. La remise en état du site est effectué à l'avancement de l'exploitation par apport d'inertes extérieurs et mobilisation des déchets d'extraction du site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets de l'industrie extractive (action nationale 2022 : PGD)
- sécurité aux abords des zones dangereuses
- remise en état
- hauteur d'extraction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Conformément aux demandes de l'inspection lors de sa précédente visite, l'admission de déchets inertes est suivie dans un registre, et la zone sud-est est remise en état.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis délai : 1 mois	/	Sans objet
5	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13 délai : 15 jours	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 2.1	/	Sans objet
3	Travaux de remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 4.3.4	/	Sans objet
4	Caractéristiques de la carrière	Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 2.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Conformément à la Directive européenne sur les Déchets de l'Industrie Extractive, l'exploitant doit élaborer un plan de gestion des déchets mis à jour tous les 5 ans.

La sécurité du site impose la finalisation diligente de la clôture qui empêche l'accès aux zones dangereuses.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, déchets de l'industrie extractive
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.  Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :  -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;  -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;  -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;  -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;  -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;  -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;  -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;  -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;  -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;  -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.  Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas élaboré de plan de gestion des déchets pour cette carrière. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et est susceptible de suite.  Ce plan, constitué des éléments listés dans l'article sus-mentionné applicable à la carrière de la Croux, doit être transmis à l'inspection des installations classées et mis à jour tous les 5 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la phase n+1 ne peut-être entamée que lorsque la remise en état de la phase précédente est terminée.  L'exploitant notifie chaque phase de mise en état au préfet.
<b>Constats :</b> Jusqu'à présent, l'exploitant n'a pas informé le préfet du passage à une nouvelle phase d'exploitation. L'exploitant informe l'inspection que, du fait de la qualité du gisement, la phase en cours sera prochainement abandonnée au profit d'une autre zone de la carrière correspondant à une autre phase d'exploitation. Ce changement devra être annoncé par courrier à Monsieur le préfet, ainsi que la remise en état de la zone abandonnée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/02/1997. L'actualisation de la garantie financière correspondant au phasage modifié pourra faire l'objet d'une révision.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Travaux de remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au fur et à mesure de l'exploitation  Les zones abandonnées ou non nécessaire à la poursuite de l'exploitation devront être remise en état sans attendre, en effectuant les travaux suivants :  - rectification des fronts à 30° maximum - nivelage et reconstitution des sols par remise en place sélective des terres provenant de la découverte, suivi d'une végétalisation, - la carrière et ses abords seront constamment tenus en bon état d'ordre et de propreté.
<b>Constats :</b> La remise en état est effectuée au fur et à mesure de l'exploitation selon les dispositions de l'article mentionné supra. La carrière est tenue en bon état d'ordre et de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Caractéristiques de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fronts de taille
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'épaisseur maximum d'extraction est limitée à 10 m.
<b>Constats :</b> La zone d'excavation actuellement exploitée est indiquée sur le plan d'exploitation 11m en dessous de la côte du terrain naturel. Ce plan doit être communiqué à l'inspection des installations classées.  L'exploitant propose la mise en place de repères permettant à l'opérateur de la pelleteuse de respecter une épaisseur d'extraction de 10m par rapport au terrain naturel.  La présence de ce dispositif fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, interdiction d'accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> Un chemin communal, balisé comme chemin de randonnée, traverse le périmètre de l'ICPE et jouxte la zone d'exploitation. Un merlon est présent le long du chemin, ainsi qu'une clôture, mais cette dernière ne ferme pas totalement l'accès aux zones dangereuses, de fait accessibles depuis le chemin de randonnée. Trop peu de pancartes signalent le danger sur le pourtour de l'exploitation. L'exploitant doit remédier à ces écarts afin d'éviter la possibilité d'accès aux zones d'exploitation et mettre en place la signalisation appropriée.  Ce constat constitue une non-conformité à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet